



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

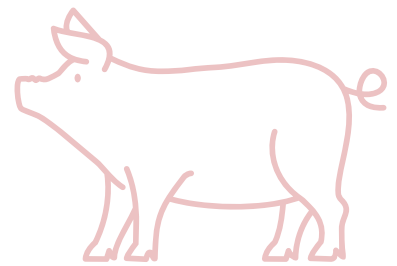


FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Viandes blanches

LES
ÉTUDES



La filière porcine espagnole :
perspectives dans un contexte
toujours plus contraignant

Perspectives de la filière porcine espagnole dans un contexte économique et réglementaire plus contraignant

Elisa Husson, Christine Roguet, Nicolas Rouault,
Lisa Le Clerc, Valérie Diot, Léa Dulon, Michel Marcon
IFIP – Institut du porc, 9 boulevard du Trieux, 35740 Pacé, France
elisa.husson@ifip.asso.fr

Attention : les analyses et scénarios prospectifs présentés ici ont été élaborés avant la détection, fin novembre 2025, de cas de peste porcine africaine (PPA) dans la faune sauvage en Catalogne. Cet événement constitue un aléa sanitaire majeur, susceptible de modifier à court et moyen terme certaines dynamiques décrites dans ces pages. À ce stade, les conséquences directes de la PPA se traduisent principalement par des restrictions ciblées à l'export pour les opérateurs situés autour de Barcelone, la Catalogne étant temporairement contrainte d'orienter une part accrue de sa production vers le marché national et intra-européen. Compte tenu du poids de la région dans la filière espagnole — tant en termes d'abattages que d'exportations — cet afflux supplémentaire de volumes est susceptible d'accentuer la pression concurrentielle sur le marché européen, dans un contexte déjà marqué par une offre abondante et des débouchés pays tiers limités.

La situation sanitaire pourrait également affecter le marché des animaux vivants. La demande espagnole en porcelets importés, jusqu'ici soutenue pour alimenter les capacités d'engraissement, pourrait se contracter, avec des répercussions potentielles sur les marchés nord-européens fournisseurs.

En 2024, avec 51,3 millions de porcs produits, l'Espagne confirme sa position de premier producteur de porcs en Europe, et de troisième au niveau mondial. Sa réussite repose sur une forte intégration verticale, une compétitivité-coût, une stratégie d'exportation offensive et une grande réactivité de la production aux incitations de marché. Le pays est devenu premier exportateur mondial en valeur, notamment grâce à son accès préservé aux marchés asiatiques et à la diversification de ses débouchés intra- et extra-communautaires. Cependant, ce modèle révèle des fragilités. La filière est confrontée à des crises sanitaires récurrentes (Syndrome dysgénésique et respiratoire du porc (SDRP), menace de PPA), à une dépendance aux importations de matières premières et de porcelets, à des oppositions sociétales croissantes vis-à-vis des « macro-fermes » et à un déficit d'attractivité du métier d'éleveur. Le contexte réglementaire espagnol et européen se renforce, en matière d'environnement (nitrates, émissions, eau), de protection animale (surface par porc), de santé et de biosécurité. Ces contraintes génèrent des investissements considérables et exercent une pression accrue sur la rentabilité, alors même que la concurrence mondiale s'intensifie et que la demande des marchés asiatiques se stabilise. Deux scénarios prospectifs émergent à l'horizon 2035 : (1) une poursuite modérée de la croissance, portée par la diversification des marchés et des gains de productivité, conduisant à 58 millions de porcs produits ; (2) une contraction de la production à 43 millions de porcs, sous l'effet des normes renforcées et des contraintes sociétales. L'avenir du secteur dépendra de sa capacité à conjuguer compétitivité et durabilité, en passant d'une logique de volume à une logique encore plus qualitative intégrant davantage les attentes sociétales et environnementales, tout en consolidant sa présence internationale.

Outlook for the Spanish pig sector in a more challenging economic and regulatory context

In 2024, with 51.3 million pigs produced, Spain confirmed its position as the leading pig producer in Europe and the third largest worldwide. Its success is built on strong vertical integration, cost competitiveness, an aggressive export strategy, and high responsiveness of production to market incentives. The country has become the world's top pork exporter by value, due in particular to its preferential access to Asian markets and diversification of both intra- and

extra-EU outlets. However, this model also has vulnerabilities. The sector faces recurrent animal health crises (PRRS (Porcine reproductive and respiratory syndrome), threat of African Swine Fever), a dependence on imports of feedstuffs and piglets, growing societal opposition to “mega-farms,” and a lack of attractiveness of the farming profession. Spanish and EU regulations are becoming more stringent, notably in terms of the environment (nitrates, emissions, water), animal welfare (space allowance per pig), health, and biosecurity. These constraints require substantial investments and exert increasing pressure on profitability, at a time when global competition is intensifying and Asian market demand is stabilising. Two prospective scenarios emerge by 2035: (1) moderate growth, driven by market diversification and productivity gains, leading to 58 million pigs produced, or (2) contraction of production to 43 million pigs, under the combined effects of stricter regulations and societal constraints. The future of the sector will depend on its ability to combine competitiveness with sustainability, by shifting from a volume-driven model to an even more qualitative approach that better integrates environmental and societal expectations, while consolidating its international position.

Introduction

Dès la fin des années 1990, une étude de l'IFIP (Marroq, 1998) anticipe l'essor de la filière porcine espagnole, soulignant ses atouts (développement d'exploitations de grande taille, compétitivité, contexte social et réglementaire favorable...). Pourtant, quelques années plus tard, Daridan et Gourmelen (2006) projettent eux une stagnation, voire un recul, de la production espagnole, illustrant la difficulté à saisir les dynamiques du secteur. Depuis, des études ont régulièrement été conduites par l'IFIP pour documenter l'évolution de la production porcine, de l'industrie (Roussillon *et al.*, 2011) et des exportations de l'Espagne (Lécuyer et Van Ferneij, 2017).

Avec 51,3 millions (M) de porcs produits et 53,5 M abattus en 2024, l'Espagne s'impose aujourd'hui comme le premier producteur européen et le premier abatteur avec un quart des porcs abattus de l'Union européenne (UE-27). La croissance de long terme de sa production repose sur une intégration forte de la filière, des élevages de grande taille et une stratégie d'export offensive, faisant de l'Espagne un acteur mondial majeur (Delgado *et al.*, 2024). Cependant, plusieurs signaux de fragilité émergent : crises sanitaires, pressions pour mieux protéger l'environnement (nitrates, émissions...) et les animaux, oppositions locales, affaiblissement de certains avantages économiques (coût du travail), concurrence accrue à l'export... Entre 2021 et 2024, la production a baissé de 10 %.

Dans ce contexte charnière, cette étude financée par FranceAgriMer dresse un état des lieux de la filière, analyse les clés de son succès et ses limites, et propose des scénarios prospectifs.

Matériel et méthodes

L'étude a été conduite en trois étapes complémentaires. Une

revue bibliographique a tout d'abord été réalisée, mobilisant un corpus large de sources : publications scientifiques, rapports institutionnels et privés, rapports d'études menées par l'IFIP, textes de loi, articles de presse.

Puis, les données (cheptels, production, consommation, exportations, coûts et résultats, structures des élevages, etc.) disponibles dans les bases publiques (Eurostat, INE - Institut national espagnol de la statistique, MAPA - Ministère espagnol de l'Agriculture et de la pêche), sectorielles (Alimarket) et du réseau InterPIG ont été analysées de manière descriptive, sur la période 2013-2023 (2024 si donnée disponible), pour tracer les évolutions temporelles.

Enfin, pour préciser les déterminants de la croissance passée, les défis actuels et leurs impacts possibles, 30 entretiens semi-directifs ont été réalisés, lors de trois voyages d'étude en Espagne en 2024 et 2025, auprès d'un large panel d'acteurs de la filière : organismes institutionnels (Mercolleida, ICEX, etc), entreprises privées (intégrateurs dont Vall Companys), coopératives porcines, élevages, fabricants d'aliment, fournisseurs de génétique porcine, organismes de collecte de données en élevages, syndicats porcins, fédérations et interprofessions (dont Anprogapor et Interporc), consultants et chercheurs, ONG welfariste, presse spécialisée.

Etat des lieux et facteurs de réussite de la filière porcine espagnole

L'Espagne, 1^{er} producteur européen et 3^e mondial

Avec 34,6 M de porcs en 2024 (+ 30,1 % en dix ans), l'Espagne détient depuis 2015 le premier cheptel porcin de l'UE-27, devant l'Allemagne (21,3 M ; - 24,9 %) et la France (11,7 M ; - 11,9 %). À l'échelle mondiale, elle est le troisième producteur de viande porcine, avec 4,9 M de tonnes équivalent carcasse (tec) en 2024 (4,2 % de la production mondiale) (Tableau 1). La croissance de sa production, + 33 % en 10 ans, est parmi les plus dynamiques au monde, à l'instar

Tableau 1. Les dix premiers pays producteurs de porc au monde en 2024 et évolution sur 10 ans

Rang	Pays	2024 (1000 tec)	% mondial 2024	Evolution (%) 2024/14
1	Chine	57 060	49,0%	- 2,0%
2	Etats-Unis	12 612	10,8%	+ 21,6%
3	Espagne	4 895	4,2%	+ 32,5%
4	Brésil	4 500	3,9%	+ 32,4%
5	Russie	4 315	3,7%	+ 73,7%
6	Allemagne	4 004	3,4%	- 20,4%
7	Vietnam	3 785	3,3%	+ 55,7%
8	Canada	2 090	1,8%	+ 15,7%
9	France	2 133	1,8%	- 3,9%
10	Danemark	1 753	1,5%	- 8,1%
	Monde	116 446	100%	+ 4,6%

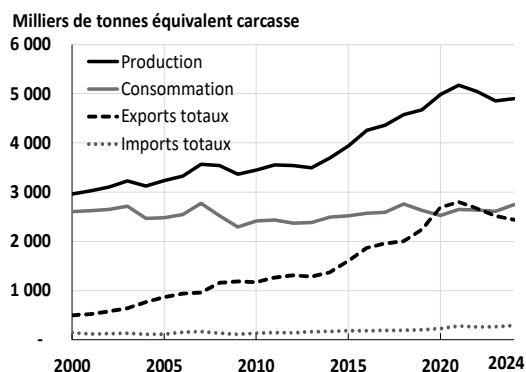
Source : IFIP d'après USDA

L'Espagne est le 9^e plus gros consommateur de porc au monde (2,75 M de tec en 2024) et le 2^e de l'UE-27 derrière l'Allemagne (3,25 M) et devant la France (2,16 M). Sa consommation nationale a augmenté de 10,2 % en 10 ans alors qu'elle a baissé de 21,8 % en Allemagne et de 6,0 % en France. Le porc est la première viande consommée en Espagne (50 % des volumes), devant la volaille (35 %) et le bœuf (12 %). La consommation annuelle de porc par habitant est stable en Espagne sur 2015-2024, autour de 55 kg, loin devant l'Allemagne désormais tombée à 39 kg et la France, à 31 kg.

La croissance de la production a été tirée par l'export

Premier exportateur mondial de porc

L'export a joué un rôle déterminant dans la croissance de la production porcine en Espagne. Une fois la demande nationale satisfaite, le pays étant devenu excédentaire en viande de porc en 1993, l'Espagne a su saisir l'opportunité des marchés qui s'étaient ouverts à elle avec son entrée dans la Communauté économique européenne en 1986, puis avec l'explosion de la demande mondiale (Delgado *et al.*, 2024). Son taux d'auto-approvisionnement en porc – ratio qui définit la part de la consommation intérieure couverte par la production nationale – a atteint 114 % en 2010 puis 198 % en 2020 avant de reculer à 178 % en 2024, sous l'effet de la baisse de production, la consommation restant quasi stable (Figure 1).


Figure 1. Evolution du bilan d'approvisionnement en porc de l'Espagne 2000 à 2024

Bien que l'Espagne reste vulnérable aux maladies endémiques (syndrome dysgénésique et respiratoire porcin (SDRP)), elle demeurait indemne des principales maladies réglementées (pestes porcines africaine (PPA) et classique, maladie d'Aujeszky) (Lainez et Hernandez, 2024) jusqu'à fin 2025. Cette situation garantissait son accès aux marchés mondiaux et a permis le développement des exportations, devenues un relai de croissance alors que la demande intérieure se stabilisait. En 2020, l'Espagne s'est hissée au rang de premier exportateur mondial de porc en valeur, devant les États-Unis et l'Allemagne. En 2024, la valeur de ses exportations de viandes et sous-produits atteint 8,61 milliards d'euros soit 15,8 % du total des exportations mondiales de porc.

La présence à l'international s'est intensifiée

Depuis le début des années 2000, les entreprises espagnoles ont œuvré à obtenir les agréments nécessaires pour pénétrer les marchés asiatiques. Cette stratégie leur a permis de saisir les opportunités offertes par le déficit porcin de la Chine consécutif à l'apparition de la PPA dans le pays en 2019, alors même que son principal concurrent européen, l'Allemagne, était atteint en 2020. La part des pays tiers dans les volumes de porc exportés est passée de 26 % en 2013 à 62 % en 2020 et 2021 pour revenir à 48 % en 2024. Sur le marché intra-UE, la France (20,8 % des 1,38 M tonnes exportées en 2024), l'Italie (19,5 %) et le Portugal (8,4 %) sont les clients historiques des produits porcins espagnols. Mais l'Espagne a aussi développé ses ventes à l'Est : Roumanie + 560 % sur 2014-2024, Pologne + 264 %, République tchèque, Bulgarie. Hors UE (1,29 M tonnes exportées en 2024), les principaux clients du porc espagnol sont la Chine (40 %), le Japon (15 %) et les Philippines (14 %). D'autres débouchés s'affirment avec vigueur, notamment au Mexique, aux États-Unis et au Canada, où les exportations ont été multipliées par huit en 10 ans.

Des produits exportés différents selon les marchés

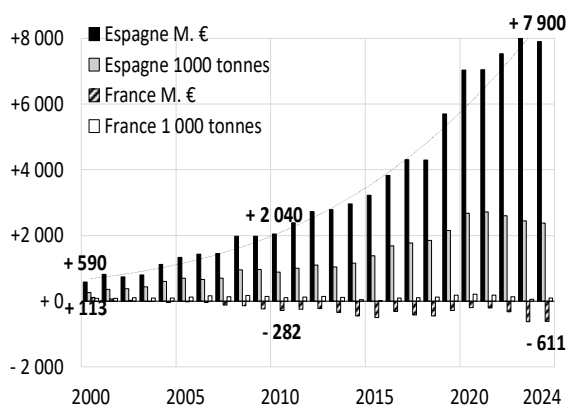
Sur le marché intra-européen, l'Espagne exporte principalement des pièces fraîches, notamment vers l'Italie (22 % de ses envois) et la France (17 %), en particulier des pièces désossées et des jambons avec os. Ces envois permettent d'approvisionner les transformateurs de ces pays en pièces de fabrication (Husson et Van Ferneij, 2022). Les volumes exportés de pièces désossées ont doublé en 10 ans, révélateurs du savoir-faire et de la compétitivité coût des découpeurs espagnols. Les produits transformés (10 % des volumes exportés) sont surtout vendus en France (34 %) et au Portugal (16 %), avec une valorisation deux fois plus élevée que les viandes (5,99 €/kg vs 2,55 €/kg en 2024).

En Asie, la demande en abats est particulièrement importante sur les marchés vietnamien, philippin et chinois, respectivement 45 %, 44 % et 33 % des volumes importés en provenance d'Espagne en moyenne sur 2019-2024. Le Japon, la Corée du Sud et Taïwan sont plus demandeurs de pièces de découpe (respectivement 96 %, 87 % et 81 % des volumes importés depuis l'Espagne). Les produits

transformés sont très minoritaires en volumes mais bien implantés au Japon.

La valorisation des produits porcins exportés par l'Espagne sur le marché intra-européen est meilleure que celle des autres exportateurs, en particulier du Danemark. Si les évolutions de prix moyens des pièces exportées sont semblables, reflet d'un marché européen ultra-concurrentiel et interconnecté, les écarts de valorisation entre pays sont notables, avec un prix moyen sur 2014-2024, tous produits confondus, de 2,57 €/kg pour l'Espagne contre 2,35 €/kg pour la France. Sur les marchés tiers, la valorisation moyenne des produits vendus par l'Espagne est intermédiaire par rapport aux autres exportateurs, à l'exception des produits de charcuterie salaison, largement mieux valorisés, en raison de l'appréciation des salaisons ibériques.

Grâce à la conquête des marchés d'export, l'excédent commercial du secteur porcine espagnol a fortement augmenté en valeur (Figure 2). En 2024, il a atteint 7,9 milliards d'euros et 2,3 millions de tonnes. En France, la balance commerciale affiche un déficit de 611,4 millions d'euros, pour un excédent en volume de 98 300 tonnes.



Source : IFIP d'après Eurostat

Figure 2. Évolution de la balance commerciale en porc de l'Espagne et de la France de 2000 à 2024

Des importations très limitées de porc

L'Espagne est très peu dépendante des importations de viandes de porc et de porcs vivants. Si elles ont augmenté de 75 % sur 2000-2024, elles ne représentent que 10,6 % des besoins de la filière espagnole. Les importations de porcs vivants (et notamment de porcelets) sont reparties à la hausse dès 2017 avec le développement de l'engraissement. L'envolée des pertes liées au SDRP (Curto *et al.*, 2025) et l'arrivée d'un nouvel abattoir en 2019 d'une capacité de 160 000 porcs par semaine ont également favorisé cette hausse. En 2024, l'Espagne a importé 3,1 M de porcs, huit fois plus qu'en 2010, à 78 % des porcelets. Ces importations en vif représentent 5,7 % des abattages en 2024. Les porcelets proviennent surtout des Pays-Bas (1,8 M en 2024, soit 75 %) et les porcs charcutiers du Portugal (256 000, 47 %), qui manque d'outils d'abattage. Les flux depuis la France varient selon la conjoncture. En revanche, l'Espagne dépend fortement des importations de soja, maïs et blé pour nourrir ses porcs, en raison de ses sols peu productifs et de la faible pluviosité.

Concentration géographique et structurelle

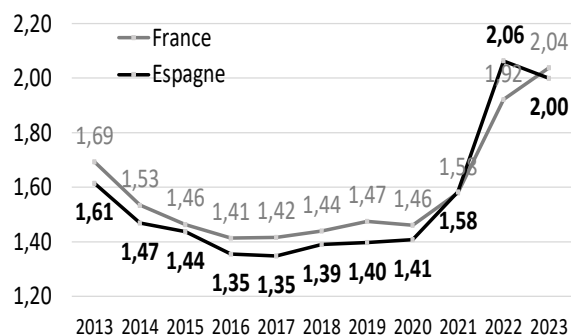
Production

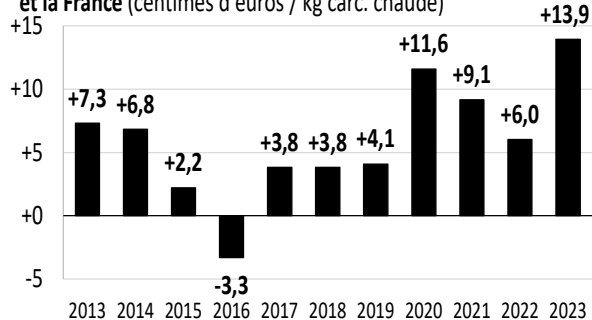
Le cheptel porcine est concentré à 70 % dans le nord de l'Espagne, en particulier en Catalogne, bassin historique (23,2 % des porcs en 2024, + 20 % en 10 ans), en Aragon (28,7 %, + 78 %), devenu première région de production en 2018, et en Castille-et-León (13,8 %, + 38 %). La Catalogne et l'Aragon semblent avoir atteint un plafond de cheptel porcine depuis le début des années 2020 alors qu'il continue à croître en Castille-et-León.

La production porcine en Espagne repose sur des sites d'élevage de grande taille et spécialisés en naissage ou en engraissement. Ce choix vise des économies d'échelle (Cardil *et al.*, 2023) et une meilleure maîtrise sanitaire, en théorie du moins puisque depuis toujours le sanitaire est une faiblesse de la production porcine espagnole. Sur 83 070 sites porcins en 2024, 31 000 détiennent la quasi-totalité du cheptel. La taille des sites est réglementairement plafonnée à 720 UGB (voire 864 selon les conditions de milieu), soit environ 3 500 truies pour la production de porcelets de 6 kg et 9 600 porcs à l'engrais de 6 à 120 kg. Dans la pratique, d'après le dernier recensement agricole de 2020, la taille moyenne était de 1 200 truies ou 3 200 porcs à l'engrais pour les sites de plus de 500 UGB qui concentrent environ 80 % des porcs du pays. Le nombre des plus grands sites (selon la classification espagnole, ≥ 480 UGB) a fortement augmenté sur 2010-2022 (+ 48 %) et recule depuis 2023 (- 3,6 %). Près d'un élevage sur cinq (14 062) est dit « extensif » (porcs ibériques).

Les performances zootechniques ont progressé mais restent inférieures à celles de la France (26,8 porcelets sevrés/truie/an contre 30,7 en France en 2023 selon InterPIG) et ont décroché ces dernières années sous l'effet du SDRP. La rentabilité de la production est meilleure en Espagne qu'en France. Le coût de revient du porc est comparable dans les deux pays (Figure 3a) car les coûts inférieurs des bâtiments et du travail en Espagne compensent le prix de l'aliment plus élevé. En revanche, l'organisation de la filière et la réussite à l'export de l'Espagne assurent un meilleur prix du porc à la production (Figure 3b).

a) Coût de revient du porc à la production (€/kg carc. chaude)



b) Ecart de prix du porc perçu à la production entre l'Espagne et la France (centimes d'euros / kg carc. chaude)


Source : IFIP d'après InterPIG

Figure 3. Coût de revient et prix du porc à la production en Espagne et en France

Abattage – découpe et transformation

En dix ans, l'abattage-découpe en Espagne s'est fortement concentré, sans toutefois atteindre le niveau observé au Danemark, aux Pays-Bas, en Allemagne ou en France. En 2023, les trois premiers groupes (Jorge, Vall Companys et Canigueral) représentent 33,1 % des 56,6 M de porcs abattus (25 % en 2013), et les dix premiers 64,8 % (46,6 % en 2013). Les sites d'abattage se sont agrandis : six dépassent les 2 M de porcs abattus par an (dont deux sont à plus de 4 M), contre un seul en 2013. Ces grands sites réalisent 37,6 % des abattages nationaux en 2023 (6,1 % en 2013). En parallèle, le poids des petits abattoirs (moins de 100 000 porcs) a chuté de 40,4 % à 15,5 % en dix ans. Dans la transformation, la concentration a moins progressé. En 2023, les trois et dix premiers groupes représentaient respectivement 34,4 % et 66,3 % de la production nationale (1,15 Mt), des niveaux proches de 2013. Le nombre de grands acteurs a légèrement augmenté : six entreprises produisaient plus de 50 000 t de charcuterie en 2023 (cinq en 2013). Les sites de plus de 100 000 t ont accru leur part, dans la production nationale, de 25,4 % en 2013 à 34,6 % en 2023.

La contractualisation et l'intégration se renforcent

Portée par les opportunités de marché, la production a réagi rapidement, soutenue par l'organisation intégrée de la filière qui favorise une transmission efficace des signaux de marché de l'aval vers l'amont. En Espagne, l'intégration désigne d'une part l'organisation verticale reliant alimentation, élevage, abattage et transformation et d'autre part l'engraissement des porcs à façon pour des donneurs d'ordre. Environ 75 % des porcs sont produits sous contrat d'intégration, 15 % via des coopératives et seulement 10 % par des éleveurs indépendants. L'intégrateur fournit les porcelets, l'aliment et les services vétérinaires, l'éleveur apporte les bâtiments et le travail. La contractualisation et l'intégration verticale se renforcent. D'une part, des indépendants passent en intégration. D'autre part, dans un contexte de surcapacité d'abattage, de freins à la construction de nouveaux élevages et de concurrence pour contractualiser avec les éleveurs, certains intégrateurs choisissent d'acheter des élevages pour sécuriser leur approvisionnement. L'intégration croît aussi entre maillons : plusieurs grands groupes de charcuterie

(Noël Alimentaria, Campofrio) se sont diversifiés vers l'abattage afin de garantir leurs approvisionnements.

Freins, défis et contraintes

Le ciel de cette « success story » s'assombrit depuis quelques années. Les défis auxquels est confrontée la filière porcine espagnole sont multiples : i) sociaux, avec une transmission des exploitations et un renouvellement des actifs qui apparaissent compliqués, ii) sociétaux avec la montée des controverses et des oppositions entourant l'élevage intensif (« macro-granjas »), iii) réglementaires avec l'entrée en vigueur de nombreuses obligations concernant les usages d'antibiotiques, les MTD (meilleures techniques disponibles, pour la réduction des émissions d'ammoniac en exploitation, définies pour les élevages porcins dans les décrets royaux 1/2016, 818/2018 et 306/2020), la biosécurité ou la protection animale en élevage, iv) sanitaires avec les ravages du SDRP et la crainte de la PPA, et enfin v) économiques, avec l'inflation sur les coûts et la perte de débouchés dans un contexte de concurrence forte à l'export. Sur ce dernier point, après une décennie de progression, la rentabilité des entreprises d'aval s'est fortement dégradée à partir de 2021. Dans l'abattage-découpe, le taux de rentabilité économique (EBE/CA) est tombé à 4,3 % en 2022 (8,0 % en 2020 et 2,5 % en 2013). L'investissement dans le secteur est passé de 156 M€ en 2013 à 796 M€ en 2022 (+ 411 %), un niveau et un rythme bien supérieurs à ceux observés en France (498 M€ en 2023, + 112 %). Dans la transformation, la rentabilité a baissé à 5,1 % contre plus de 7 % auparavant. Entre 2013 et 2022, l'investissement a progressé de 14 % contre 1 % en France. L'Espagne garde un avantage compétitif majeur : le coût du travail dans l'industrie (hors construction) et le secteur tertiaire marchand est inférieur de 42 % à celui de la France en 2022 et, sur 2004–2022, il a augmenté beaucoup moins vite en Espagne (+ 9 %) qu'en France (+ 20 %) ou dans l'UE-27 (+ 24 %). Néanmoins, les salaires dans l'industrie carnée ont progressé plus vite que la moyenne espagnole en raison du besoin accru de main-d'œuvre alors que le manque d'attractivité a entraîné pénurie, hausse salariale, recours massif à l'immigration et montée de l'automatisation.

Contexte sociopolitique

L'élevage en Espagne est au cœur de débats portant sur l'essor des « macrofermes » (élevages de plus de 2 000 places d'engraissement ou 750 truies) et leurs impacts sur l'environnement, le bien-être animal et l'usage des antibiotiques. Ces controverses reflètent la tension entre le rôle économique de la filière (le porc représente 18 % du chiffre d'affaires de l'agriculture en Espagne contre 5 % en France) et des préoccupations environnementales et éthiques croissantes. Des collectifs tels que *Stop Ganadería Industrial* dénoncent la pollution de l'eau et de l'air, la dégradation des territoires ruraux et du bien-être animal, et militent pour un modèle extensif et durable. Politiquement, les orientations divergent : le Parti Socialiste, au pouvoir

depuis 2018, met l'accent sur la durabilité et la transition écologique alors que le Parti Populaire privilégie la compétitivité économique et la simplification réglementaire. Certaines communautés autonomes (Catalogne, Castille-La Manche) ont imposé des moratoires sur les macrofermes, créant des distorsions entre régions. Dans ce contexte, l'interprofession INTERPORC a lancé en 2022 une stratégie de durabilité structurée autour de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'ammoniac (NH₃), de la gestion de l'eau et des effluents, et de l'économie circulaire. Publié en 2023, le Plan stratégique porcin comprend huit axes : image du secteur ; biosécurité ; produits à forte valeur ajoutée ; compétitivité et résilience ; attractivité ; R&D ; économie circulaire ; et sources complémentaires de revenu. Pour financer sa mise en œuvre, une contribution obligatoire de 0,055 €/porc produit ou abattu a été instaurée par l'arrêté 861/2024.

Réglementations

La réglementation espagnole sur la gestion des élevages porcins a connu une évolution majeure avec le décret royal (RD) 306/2020 qui succède au RD 324/2000. Il fixe des normes en biosécurité, santé animale, bien-être et environnement, avec une application progressive entre 2022 et 2025.

Santé et biosécurité

En janvier 2024, de nouvelles exigences de biosécurité sont entrées en application : les exploitations d'élevage doivent installer une clôture autour des installations, y compris des fosses à lisier, et des vestiaires avec différenciation de zones et contrôle des visiteurs. La lutte contre l'antibiorésistance est un autre pilier. Entre 2012 et 2022, dans le cadre du Plan national contre la résistance aux antibiotiques (PRAN), l'Espagne, plus gros utilisateur d'antibiotiques en élevage porcin de l'UE, a réduit de près de 60 % ses ventes d'antibiotiques vétérinaires. Des initiatives ciblées ont été déployées tel le programme REDUCE Colistine (2016-2022) qui a quasiment éliminé l'usage de cette molécule. Depuis 2022, le RD 992/2022 fixe un cadre national de consommation durable. Les prescriptions par élevage sont suivies et des mesures correctives imposées si la consommation individuelle dépasse l'indicateur national de référence.

Protection de l'environnement

En 2019, l'élevage représentait 80 % des émissions nationales de NH₃ et le secteur agricole 15 % des émissions de GES en Espagne selon le Ministère espagnol de l'Agriculture. Le RD 306/2020 a imposé aux exploitations de plus de 120 UGB existantes (≥ 240 truies ou 4000 porcs à l'engrais) l'adoption de MTD pour réduire les émissions (alimentation multiphase, couverture des fosses à lisier...). Depuis 2022, elles doivent déclarer les MTD qu'elles mettent en œuvre dans l'application informatique ECOGAN développée par le ministère de l'Agriculture (RD 988/2022). Celle-ci estime les émissions de GES et de NH₃ et la consommation de ressources (eau, énergie) de chaque élevage.

La pollution des eaux par les nitrates demeure préoccupante : en 2021, 22 % des eaux superficielles et 23 %

des nappes étaient contaminées. L'Espagne a été rappelée à l'ordre par la Commission européenne, conduisant en 2022 à un abaissement du seuil de nitrates dans les eaux souterraines pour définir les zones vulnérables de 50,0 à 37,5 mg/l (RD 47/2022) et à un durcissement des règles de stockage et d'épandage des déjections (RD 1051/2022). L'ensemble de ces mesures traduit une volonté d'alignement sur le Green Deal européen et la stratégie « Farm to Fork », mais elles imposent des investissements lourds aux élevages, renforçant la pression économique sur le secteur.

Protection animale

Au-delà de la transposition en droit espagnol des directives européennes relatives à la protection animale, le RD 159/2023 marque un durcissement significatif des normes. Un plan de bien-être animal devient obligatoire pour les exploitations de plus de 5,1 UGB. Élaboré par le vétérinaire d'élevage, il doit évaluer les risques (conditions de logement, catastrophes naturelles) et prévoir des mesures correctives. Le décret prévoit aussi la création d'un centre national de référence sur le bien-être animal et d'une table de coordination interministérielle pour harmoniser les politiques. Il modifie le RD 1135/2002 sur la protection des porcs en imposant des surfaces minimales par porc plus grandes de 14 à 33 % selon le poids, des matériaux manipulables, la présence d'infirmières (au moins 2,5 % de la capacité) et des règles renforcées pour l'alimentation, l'abreuvement, la ventilation et l'ambiance dans les bâtiments (plafonds de NH₃ et CO₂). La caudectomie et la castration ne peuvent plus être réalisées qu'avec justification documentée et après 7 jours de vie, sous anesthésie. Ces mesures impliquent des investissements considérables : la seule augmentation des surfaces pourrait conduire à une réduction de la production nationale comprise entre 3,5 à 8,0 M de porcs par an, avec des pertes estimées entre 580 millions et 1,3 milliard d'euros selon ANPROGAPOR (Association nationale des producteurs de porc espagnol). Elles pourraient freiner la croissance du cheptel et accentuer la concentration industrielle. Aussi, suite aux pressions du secteur, au moment où l'étude a été réalisée, le délai d'entrée en application pour les exploitations existantes, de deux ans initialement (9/03/2025), a été prolongé d'un an (9/03/2026).

Le renforcement de la protection animale s'étend aussi aux abattoirs : ils doivent être équipés de vidéosurveillance couvrant toutes les étapes du déchargement à la saignée depuis 2023.

Enfin, l'Espagne est un des pays les plus impactés par la proposition de réforme européenne portant sur le transport des animaux vivants. Cette dernière inclut un poids minimum de 10 kg pour les porcelets transportés, des trajets limités à 9 h vers l'abattoir (20 % des transports en Espagne dépassent cette durée) et à 20 h entre élevages (contre 24 h auparavant), des pauses obligatoires toutes les 10 h, et une adaptation aux conditions climatiques (transports nocturnes en cas de chaleur, limitations par temps froid). Les conséquences en Espagne seraient multiples : réorganisation géographique des abattoirs pour réduire les distances, investissements logistiques (camions,

chauffeurs), hausse des coûts vétérinaires... La réforme pourrait inciter l'Espagne à accroître son autosuffisance en porcelets ou à diversifier ses fournisseurs. Ces contraintes financières et organisationnelles pourraient peser fortement sur la compétitivité du secteur porcin espagnol dans les années à venir.

Perspectives de la filière porcine à 10 ans

L'analyse de la croissance et des freins actuels de la filière porcine espagnole fait émerger deux scénarios à l'horizon 2035. Ils reposent tous deux sur une croissance démographique de 9,2 %, jusqu'à 53,1 M d'habitants, selon l'Institut national de statistiques (INE, 2024). Ce dynamisme démographique résulte essentiellement d'un solde migratoire positif, dominé par des flux en provenance d'Amérique latine où la consommation de porc est culturellement ancrée. Par habitant, une légère baisse de la consommation de porc est envisagée en ligne avec les tendances européennes de montée des préoccupations environnementales et de santé et la concurrence croissante de la volaille. Ce repli serait compensé par le gain de population, conduisant à une progression modérée de la demande domestique totale en porc (+0,4 % par an jusqu'en 2035, contre +1,2 % entre 2013 et 2024) ; elle atteindrait 2,87 M tec en 2035.

Scénario 1 : la croissance se poursuit jusqu'à 58 M porcs

Dans ce premier scénario, la filière espagnole maintient sa dynamique, mais à un rythme ralenti. Les exportations, pilier de la filière, augmentent de 0,8 % par an pour atteindre 2,66 M tec en 2035 (un niveau inférieur au record de 2021 à 2,8 M tec) grâce à une stratégie de diversification des débouchés et à la croissance de la demande mondiale en viande porcine attendue par l'OCDE-FAO. Face à la stabilisation des importations chinoises, l'Espagne se saisit des nouvelles opportunités intra-communautaires qu'offrent les restructurations en Europe du Nord, augmentant la pression sur le marché français. La maîtrise du SDRP réduit les importations de porcs vivants.

Sur la base de la demande intérieure et extérieure, d'une saturation des capacités d'abattage, sous-utilisées en 2024, de gains de productivité en élevage (22,8 porcs produits / truie présente en 2035 contre 19,7 en 2024) et d'un poids moyen de carcasse qui se maintient à 91 kg, la production et les abattages atteignent respectivement 5,3 M tec (+0,6 % par an vs +2,8 % par an sur 2013-2024) et 58,0 M de têtes (+4,5 M par rapport à 2024). L'alourdissement des carcasses (+9 kg entre 2013 et 2024) pourrait théoriquement se poursuivre mais de manière limitée par des contraintes techniques et réglementaires.

Scénario 2 : la baisse de production se confirme

Le second scénario envisage une contraction de la production porcine en Espagne, sous l'effet du renforcement de la pression réglementaire et sociétale, des oppositions locales aux projets d'élevages et des difficultés de renouvellement des éleveurs. Le durcissement des normes de surface minimale par porc par le RD 159/2023 apparaît comme le principal facteur limitant. ANPROGAPOR a évalué la perte consécutive de places en élevage entre 7 % à 16 % selon la méthode de calcul (prise en compte des abreuvoirs/mangeoires, arrondis...), soit 3,4 M à 8,0 M de porcs engraisés en moins par an, si les bâtiments ne peuvent être agrandis. Au vu de la difficulté à construire de nouvelles places, la baisse la plus forte (8 M) est retenue à 2035. Les importations de porcelets (2,4 M) sont arrêtées et, avec 22 porcs produits / truie présente / an en 2035, 250 000 truies en moins sont nécessaires (-10 % / 2024). Un recul massif de la production paraît peu probable en raison du poids économique, du lobbying et de la capacité d'investissement de la filière porcine. Les intégrateurs devraient continuer d'acheter les sites d'élevage sans reprendre afin de conserver les autorisations d'exploitation. Des investissements ciblés dans les zones moins densément peuplées pourraient également limiter la baisse.

Conclusion

La filière porcine espagnole illustre les paradoxes d'un modèle à la fois performant et vulnérable. La croissance de sa production et de ses exportations, faisant de l'Espagne le troisième pays producteur et le premier pays exportateur de porc au monde repose sur de nombreux atouts : réactivité aux signaux de marché grâce à une intégration verticale poussée, compétitivité-coût, organisation collective pour conquérir les marchés les plus exigeants, meilleure valorisation à l'export, lobbying national efficace. Mais cette trajectoire s'appuie sur des bases aujourd'hui fragilisées : dépendance aux importations de matières premières, risques sanitaires persistants, faible attractivité du métier d'éleveur, contestation sociétale des élevages intensifs. À ces faiblesses s'ajoutent des menaces : durcissement réglementaire européen et national, pressions environnementales croissantes (dont le changement climatique et la concurrence pour l'eau, pourtant jamais évoqués par les acteurs espagnols lors des entretiens), contraction des marchés asiatiques, principal débouché à l'export.

Pour autant, les opportunités existent : diversification des débouchés sur les marchés européens et tiers, valorisation de produits à plus forte valeur ajoutée (charcuteries, salaisons ibériques). La filière dispose également d'un levier stratégique : projeter son savoir-faire au-delà de ses frontières, consolidant ainsi une position d'acteur mondial. Ainsi, la présence de Vall Companys s'étend désormais en Amérique centrale et latine.

L'avenir du secteur porcin espagnol dépendra donc de sa faculté à conjuguer compétitivité et durabilité. La filière

devra réussir un virage : passer d'une croissance tournée vers le volume, à une croissance qualitative, intégrant pleinement les attentes sociétales et environnementales. Pour finir, si le contexte porte plutôt à miser sur un arrêt de la croissance de la production en Espagne, il faut garder en mémoire que des phases de pause ont déjà été observées, notamment lors de la crise de 2008 qui avait conduit des études à anticiper une stabilisation. Or, la croissance a repris de plus belle ensuite, témoignant du

dynamisme et de la résilience de la filière porcine espagnole.

Remerciements

Les auteurs remercient les experts sollicités. Cette étude a été financée par FranceAgriMer.

Références bibliographiques

- Cardil A., Gallizo J, Salvador M., 2023. *Factors that affect profitability in the Spanish pig farming industry. Span. J. Agric. Res.*, 21 e106. .
- Curto P., Pey A., Trabal A., Aulinas E., Baliellas J., Ramírez G., Molín J., Muzykina L., Montoya M., Pena R., Fraile L., Stoian A., 2025. *A Spanish porcine reproductive and respiratory syndrome virus 1 strain is highly virulent in pigs under experimental conditions. Transbound. Emerg. Dis.*, 2025, 4847981.
- Daridan D., Gourmelen C., 2006. *La production porcine en Espagne : structures, coûts et résultats. Rapport d'étude IFIP/OFIVAL*, 75 p.
- Delgado P., Pinilla V., Belloc I., 2024. *From net importer to global leader: understanding the drivers of Spain's meat export growth since the 1960s. Cliometrica*, 19, 487-519.
- Husson E., Van Fernej J.P., 2022. *Le commerce intra-européen des viandes et coproduits du porc : tendances et évolutions récentes des principaux flux et identification des marchés d'intérêt, Journée Rech. Porcine*, 54, 55-60.
- INE, 2024. *Population Projections: years 2024-2074. Publié le 24 juin 2024, www.ine.es/dyngs/Prensa/en/PROP20242074.html*
- Lainez M., Hernandez D., 2024. *Los retos del sector porcino español. Cajamar*, 254 p.
- Lécuyer B., Van Fernej V.-F., 2017. *Exportations de porc : Allemagne et Espagne, les raisons du succès, Rapport d'étude IFIP*, 97 p.
- Marroq P., 1998. *La filière porcine espagnole : analyse et perspectives d'avenir. Mémoire d'ingénieur, ESA Purpan*, 150 p.
- Roussillon M.-A., Saffray J., Rieu M., 2011. *Le coût de la main d'œuvre, effet sur la compétitivité de l'abattage-découpe de porc en Espagne et en Allemagne. Rapport d'étude IFIP*, 45 p.

LES ÉTUDES



La filière porcine espagnole : perspectives dans un contexte toujours plus contraignant
édition mars 2026

Directeur de la publication : Martin Gutton
Rédaction : direction Marchés, études et prospective
Conception et réalisation : service Communication / Impression : service Arborial

12, rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 ■ www.franceagrimer.fr

 FranceAgriMer